

<< La politique RSE et
les principes de gestion
en rupture >>

Pascal BELLO

<<Soutenir les Agriculteurs pour un Développement Durable :
Le rôle des Entreprises>>

DR LAMOURDIA
THIOMBIANO

EXCLUSIF
INTERVIEW DU
DOCTEUR SEGENET KELEMU

**Lauréate Afrique du Prix
L'Oréal-Unesco 2014**

VOUS ÊTES
UNE MULTINATIONALE
AYANT UNE ACTIVITÉ EN AFRIQUE

UNE ENTREPRISE
CHAMPIONNE AFRICAINE

SOYEZ FIERS DE VALORISER
VOTRE CONFIANCE AUX PME ET TPE
LOCALES À TRAVERS LE LABEL
LATITUDE MONDE



LATITUDE MONDE

POUR PLUS D'INFOS

WWW.LATITUDEMONDE.COM / CONTACT@LATITUDEMONDE.COM



EDITO

Le Prix à venir Latitude Monde

Avoir d'excellents rapports avec les communautés et participer au développement local de son espace « business » est un élément essentiel pour toute entreprise qui veut s'approprier les directives de la norme ISO 26000.

Dans un contexte où les pays africains aspirent à plus de création de valeur ajoutée à l'échelle de leurs frontières, l'utilisation des services de PME locales dans le cadre d'attribution de marchés revêt un caractère primordial pour les Multinationales et Entreprises «championnes» africaines.

Le Prix Latitude Monde viendra donc encourager ces dernières à valoriser leurs contributions en termes de Contenu Local («Local Content») dans une approche intelligente. En effet, ce Prix vise à inciter ces grands acteurs économiques à pousser les limites de la relation commerciales avec les PME aux champs de la formation, d'échanges de «best practices managériales», la bonne gouvernance, les relations et conditions de travail, etc. L'objectif étant de contribuer à l'arrimage progressif et soutenu d'une majorité des PME locales aux standards internationaux en termes de Management et de la qualité des services attendus.

Le Prix Latitude Monde fera office de récompense pour les Entreprises qui auront démontré leur volonté de densifier un tissu de PME dynamique avec des marqueurs d'amélioration continue.

N'hésitez pas à visiter le site www.latitudemonde.com pour avoir des éléments d'information sur le Prix à venir Latitude Monde.

Bonne lecture !

SMB

LATITUDE MONDE

Rédaction :
BP : 6514 Libreville-GABON/
N° Tel : +241 04 18 96 72

Editeur :
Stéphane Rinimba
MOUDOUTÉ-BELL

Directeur de la Publication :
Stéphane Rinimba
MOUDOUTÉ-BELL

Directeur artistique :
Louison Joël Fuller
NVEME

Directrice Relation Client
Mariame SOUARÉ

Communication et Publicité :
Nikan Assah KOUAKOU

Marketing
Noémie NKOM

(c) 2013 Tous droits réservés
<http://www.latitudemonde.com>

Tous les logos et marques déposées sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.

Toutes personnes intéressées par une collaboration avec le Magazine Latitude Monde sont priées de nous contacter au mail suivant : ideesnomades@gmail.com

SOMMAIRE



DECRYPTAGE

Communication et RSE : pour une approche 360 degrés, progressive et durable P. 5

La politique RSE et les principes de gestion en rupture P. 6-7

L'intégration du Concept de Développement Durable dans la politique environnementale au Gabon P. 9

INTERVIEW

DOCTEUR SEGENET KELEMU,
Directrice générale du Centre International de Physiologie des Insectes et
l'Ecologie (ICIPE) P. 11

GUIDE POUR DECIDEURS

Soutenir les Agriculteurs pour un Développement Durable :
Le rôle des Entreprises P. 12-13

Influence du changement climatique sur l'environnement économique des
entreprises et apport des auditeurs externes P. 15

Le CALCULATEUR28, un outil d'aide à la planification familiale P. 19

GREEN BUSINESS

Entreprise sociale, de la théorie à la pratique : Le cas de Station Energy® P. 20-21

Communication et RSE : pour une approche 360 degrés, progressive et durable

Concept de plus en plus répandu en Afrique, la Responsabilité Sociale de l'Entreprise (RSE) constitue une formidable opportunité de communication pour les entreprises dans le but d'augmenter leur capital sympathie.

Au-delà de ce potentiel en termes d'image de marque, plusieurs entreprises tendent à commettre une erreur en focalisant uniquement leur communication sur le volet sociétal de la RSE. En effet, dans de nombreux forums dédiés à la RSE, la majorité des communications se concentre sur ledit volet (construction de dispensaire, réhabilitation d'hôpitaux, bourses d'études, lutte contre le sida, etc.).

RSE et opportunités de communication

La norme (non contraignante) ISO 26000 détermine les contours de la RSE à travers 7 questions centrales: la bonne gouvernance de l'organisation, les relations avec les parties prenantes, les relations et conditions de travail, l'environnement, les communautés et le développement local, les droits de l'Homme et la loyauté des pratiques.

La norme ISO 26000 offre donc aux entreprises, un spectre large de valorisation de l'impact positif de leurs décisions et activités.

Dans des espaces où le vocable «pays en voie de développement» dicte une multitude de politiques, la course effrénée à la « meilleure action sociétale » conforte dans l'imaginaire de plusieurs décideurs, la notion de contribution au développement des pays dans lesquels ils opèrent. Cela oriente de facto la communication liée à la RSE avec une suspicion de «social washing» (communication abusive voire mensongère sur les actions sociales).

En termes de pratiques, il est plus facile pour une entreprise de valoriser ses actions sociétales que de s'exprimer sur la relation avec ses employés, la bonne gouvernance ou encore

l'impact environnemental de ses activités. La pression de plus en plus forte qui pèse sur les entreprises en matière d'éthique et d'attentes des parties prenantes, oblige ces dernières à initier un « minimum de communication » sur les sujets «sensibles» suscités.

Une approche 360 degrés, progressive et durable

Au-delà de cette posture «craintive», il est primordial pour les entreprises que cette mutation fasse office de formidables opportunités d'inscrire ces sujets dans un processus d'amélioration continue. Ce processus s'appuiera de manière certaine, sur une volonté de progrès permanent comme le recommande la norme ISO 26000.

“
L'adaptabilité de la RSE à la taille d'une organisation permet à n'importe quelle entreprise de faire une cartographie claire de ses forces et faiblesses...
”

Par ailleurs, la communication sur les engagements RSE des entreprises doit être sincère et présenter des actions vérifiables dont les effets sont évalués. Il s'agit également de mettre en exergue les obstacles rencontrés et les incontournables marges de progrès. Le discours seul ne suffit plus car les parties prenantes demandent plus de pédagogie avec des opérations très concrètes.

L'adaptabilité de la RSE à la taille d'une organisation permet à n'importe quelle entreprise de faire une cartographie claire de ses forces et faiblesses relatives aux sept questions centrales de la norme ISO 26000.

Il en découlera une stratégie de communication arrimée aux différents enjeux de l'entreprise et ajustable dans le temps et dans l'espace.

Au risque de remettre en cause la sincérité de leurs actions de développement durable, les entreprises africaines gagneraient à ne pas ériger leurs communications sur la RSE uniquement au point relatif à l'Action Sociétale. Dans une approche participative (interne et externe), la valorisation des progrès liés aux autres questions centrales de la norme ISO 26000 permettra d'établir de solides indicateurs de performance en termes de RSE.



SMB

La politique RSE et les principes de gestion en rupture

La série d'enjeux concernée par la RSE, qui couvre l'ensemble du fonctionnement des organisations, et des entreprises en particulier, est complétée d'une série de principes de gestion nouvelles ou renouvelées, appelés parfois « bonnes pratiques ». Ces « bonnes pratiques » s'appliquant à un nombre variable, mais souvent étendu, de missions de l'entreprise, constituent des éléments de management sans pour autant constituer des politiques en tant que telles. Elles s'apparentent plus à des postures, des états d'esprit et se concrétise par des actions qui rencontrent une multiplicité de déclinaisons selon les caractéristiques des entreprises ou elles se déploient et les secteurs d'activité dans lesquels elles opèrent.

Parmi les points remarquables, nés ou mis en lumière par l'émergence des enjeux des nouvelles Responsabilités Sociales de l'Entreprise, la transparence occupe une place de choix. Jamais il n'a été demandé aux entreprises de rendre compte sur autant de sujets et d'expliquer les impacts de ses décisions. De la même façon, jamais les revendications qui lui sont adressées, et les attentes exprimées par ses parties prenantes, n'ont autant appelé à un traitement équitable.

Entre éthique et évidence opérationnelle

La RSE a élargi le champ d'intervention de l'entreprise à une série de domaines d'action jusqu'à lors largement négligée ou ignorée. Il en est ainsi de la lecture de l'environnement sociétal qui est devenue nécessaire pour toute entreprise contrainte de maîtriser un certain nombre de risques nouveaux et désireuse de saisir les opportunités qu'offrent les relations renouvelées avec les nombreuses parties prenantes de ses activités.

Les contraintes énergétiques, le contrôle des impacts et des émissions liées aux activités, les politiques d'achats responsables ou la diversité sociale des collaborateurs, pour ne citer que ces exemples, sont autant de domaines que la Responsa-

bilité Sociale de l'Entreprise a désormais installés au centre des préoccupations stratégiques.

Mais, la RSE se décline également au travers d'une série de concepts qui sont venus modifier les pratiques. Il en est ainsi de la transparence des modalités de gestion dont les bénéfices attendus, pour quelque organisation que ce soit, sont devenus plus évidents.

Dans un contexte socio-économique en constante mutation, et à un moment où l'évolution du monde nous rappelle que la globalisation des économies est devenue une réalité, l'aptitude des acteurs de l'entreprise à gérer leur Système d'Information Globale est cruciale.

La nécessaire réactivité de chacun, le recours aux outils de communication modernes et les initiatives individuelles que requiert toute entreprise responsable convergent vers un même but; celui d'un jeu d'acteurs où les compétences s'ajustent et où l'optimisation des rôles

“ *La globalisation des économies est devenue une réalité, l'aptitude des acteurs de l'entreprise à gérer leur Système d'Information Globale est cruciale.* ”

favorise la performance. La transparence des modalités de gestion doit être favorisée et les choix de l'entreprise effectués en connaissance de cause. Chaque collaborateur informé adoptera un comportement professionnel dans un jeu collectif où seront garanties, à la fois, la performance et l'équité de traitement.



La transparence comme élément structurant de la gestion

Le phénomène croissant de la demande d'informations, toujours légitime, de la part des parties prenantes, toujours plus nombreuses, est un élément prégnant et structurant du fonctionnement de l'entreprise. Il s'agit d'adopter une position d'accompagnement de cette demande de transparence et d'être proactif plutôt que de subir les exigences qui s'expriment et de se réfugier dans une attitude passive toujours suspecte.

Les risques associés à cette transparence accrue sont faibles si l'entreprise est organisée en conséquence. En revanche, les bénéfices sont nombreux et permettent, notamment, une insertion plus facile et une acceptabilité des activités plus grande.

Un état d'esprit tout autant qu'un modèle de gestion

La transparence des modalités de gestion doit concerner l'ensemble des fonctions de l'entreprise, et ses missions dans leur globalité, pour permettre l'exercice de ce jeu d'ajustement vertueux.

En fait, le phénomène est binaire et la transparence sera totale ou ne sera pas. Si on excepte les brevets et certains savoirs faire professionnels, l'information dans l'entreprise doit circuler librement. Quels que soient les parties prenantes de l'entreprise, la règle de la transparence, permanente et à destination de tous, présente des avantages.

Dans un processus ou fournisseurs et sous-traitants sont confrontés à des demandes claires, ou les collaborateurs connaissent l'ensemble des « règles du jeu » internes et où les clients ont droit de citer, la performance est au rendez-vous.

Une évolution du Monde qui appelle à plus de transparence

Les phénomènes (1) de mondialisation des échanges, d'un bout à l'autre de la planète, et (2) de globalisation des produits et des services nous incitent à une plus grande vigilance et à une lecture pertinente des informations délivrées.

De même, les événements (3) d'émancipation collective (géopolitique et/ou sociétale) et de progression démocratique élargissent le champ de circulation de ces mêmes informations.

Enfin, le phénomène notoire (4) de mise à disposition des données en temps réel, facilité par l'omniprésence d'outils de communication modernes, impose un rythme de diffusion jamais connu qui permet à quiconque, quel que soit son lieu de résidence, d'émettre une opinion et d'apporter une éventuelle contradiction aux annonces pro domo des entreprises. Dans ces conditions, il est préférable d'être transparent.

“ *L'information est accessible à tous et en tout lieu, les écarts de traitement qui ne trouveraient pas de justifications recevables se verraient inmanquablement décriées et rejetées.* ”

Une équité de traitement inévitable et nécessaire

Dans un monde toujours plus ouvert, où l'information est accessible à tous et en tout lieu, les écarts de traitement qui ne trouveraient pas de justifications recevables se verraient inmanquablement décriées et rejetées.

Dès lors, la politique de l'entreprise et le management de ses équipes n'ont d'autre alternative que de chercher de façon permanente l'équité dans les actes de gestion au quotidien.

L'articulation des deux concepts de transparence et d'équité de traitement des parties prenantes, et des collaborateurs en particulier, est très étroite. L'un étant la condition préalable de l'autre (ou inversement, le second étant la conséquence du premier), il est souhaitable, logique et naturel d'intégrer en les combinant les principes de transparence et d'équité dans le modèle managérial de l'entreprise. Il ne peut y avoir véritablement de traitement équitable des collaborateurs, des partenaires fournisseurs, des partenaires industriels ou encore des clients de l'entreprise sans transparence de l'information.

On se trouve ainsi devant un processus vertueux qui articule la transparence de fonctionnement, le management équitable des parties prenantes et la performance d'actions de l'entreprise par l'atteinte efficace des objectifs qu'elle s'est assignée.

Pour atteindre ses objectifs de performance qui restent une vocation immuable, dans un contexte qui voit les technologies de l'information se déployer avec force et vitesse, l'entreprise n'a d'autre obligation que d'adapter son mode de management des ressources et des moyens disponibles. L'enjeu pour l'entreprise est bien de trouver la passerelle entre un monde toujours plus ouvert et son objet même de développement.

PASCAL BELLO,
Expert en stratégie RSE et développement durable
Directeur du Cabinet ESG Score

AFRICA SME CHAMPIONS FORUM

11 BU 12 NOVEMBRE 2014 DAKAR - SÉNÉGAL



LE FORUM DES DIRIGEANTS DES PME AFRICAINES

- FINANCER VOTRE ENTREPRISE
- CONQUÉRIR DE NOUVEAUX MARCHÉS
- CRÉER DE NOUVEAUX PARTENARIATS EN AFRIQUE



300 DIRIGEANTS DE PME A FORTE CROISSANCE EN AFRIQUE
100 BANQUIERS ET FINANCIERS
50 EXPERTS EN DEVELOPPEMENTS DES PME

Contacts et Informations
+33 1 53 76 02 89 • +33 6 20 93 38 64
www.africa-smechampions.com
info@africa-smechampions.com



L'intégration du Concept de Développement Durable dans la politique environnementale au Gabon

Dans le prolongement de la conférence onusienne de Rio de Janeiro sur le Développement Durable (1992), la déclaration du millénaire de 2000 a exprimé une volonté forte de la communauté internationale à œuvrer pour le droit, la paix et la sécurité, l'égalité des sexes, l'élimination de la pauvreté sous ses nombreux aspects et le développement durable de l'être humain. Cet engagement a été réitéré à Johannesburg en 2002 par l'Assemblée Générale des Nations Unies qui recommande à chaque pays de se doter d'une stratégie nationale de développement durable (SNDD).

C'est dans le souci de respecter cette recommandation et afin d'assurer la pérennité de la planète, la justice sociale et la croissance économique, face aux défis de la communauté internationale, que le Gabon a initié une Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD). Celle-ci vise à conférer aux populations les moyens de faire des choix viables, à assurer une économie viable, et à renforcer la gouvernance institutionnelle.

Pourquoi une Stratégie Nationale de Développement Durable pour le Gabon ?

Le développement durable impose des changements en profondeur dans les comportements, les modes de production et de consommation de toutes les composantes de la société. Compte tenu de l'ampleur de la tâche et de la globalité des problèmes à traiter, il est apparu impérieux d'organiser la démarche pour donner à chacun une vision commune des enjeux et des évolutions nécessaires à court et moyen termes.



Ceci pour préciser les modalités d'intégration du développement durable aux politiques publiques, et pour permettre de suivre les progrès réalisés dans ce domaine avec des indicateurs clairement identifiés. C'est l'objectif poursuivi par le Gabon à travers sa stratégie nationale de développement durable déclinée en quatre grands axes que sont :

- **Promouvoir la bonne gouvernance**
Une bonne gouvernance qui a un impact positif sur tous les secteurs d'activités par une promotion efficace de l'éthique dans la gestion de la chose publique et par le changement des mentalités et des comportements chez le citoyen, et qui confère à ce dernier, un esprit de rationalité dans la gestion des biens publics ou privés.
- **Assurer une prospérité économique soutenue**
Une prospérité économique soutenue qui stimule un développement économique et social caractérisé par la prise en compte des aspirations des populations et par une meilleure redistribution des richesses sur l'ensemble du territoire national.
- **Améliorer et généraliser le bien-être social**
Un bien-être social généralisé par des actions de réduction de la pauvreté et d'amélioration des conditions de vie des populations dans des domaines divers, tels que la santé des citoyens, l'éducation pour tous, etc.
- **Valoriser, améliorer et préserver l'environnement**
Un environnement sain et garant de la prospérité des citoyens, à travers une mise en œuvre efficace des lois et des règles de sa préservation et de son amélioration par la prise en compte du contexte «climat», des modes de consommation et de production durables, de la gestion durable des ressources et par une économie verte.

Ce document de stratégie nationale a vu l'achèvement de son élaboration en mai 2012 sous une version provisoire actuellement en cours d'amendement par les services compétents.

Ainsi, la Stratégie Nationale de Développement Durable se veut résolument tournée vers l'action, pour les prochaines années par l'établissement de synergies et plus de cohérence entre les différents mécanismes en vigueur, dans un souci d'efficacité et d'une plus grande efficacité.

RENÉ MBOZA ORUMBONGANY
Ingénieur Environnement

LE MUSÉE

www.fondationzinsou.org

Musée d'art contemporain de Ouidah

DOCTEUR SEGENET KELEMU, Directrice générale du Centre International de Physiologie des Insectes et l'Ecologie (ICIPE)

L'éthiopienne Segenet Kelemu est la Lauréate Afrique du Prix L'Oréal-Unesco 2014 pour les femmes et la science. Ses recherches permettent aux micro-organismes à mieux résister aux maladies et s'adapter aux contraintes environnementales et aux évolutions climatiques. Retrouvez l'interview qu'elle a bien voulu nous accorder.

LATITUDE MONDE : Quel a été votre sentiment après avoir reçu le Prix Unesco/ L'Oréal 2014?

Segenet KELEMU : J'ai été très heureuse et très honorée par cette distinction. Je profite de l'occasion pour exprimer ma reconnaissance à tous mes anciens étudiants diplômés, le personnel, les collègues et les partenaires de recherche qui ont contribué à mon travail de recherche ayant abouti à cette reconnaissance. Organisation unique, l'ICIPE mène des recherches d'avant-garde dans quatre domaines de santé liés entre eux et que nous appelons le paradigme des 4H: la santé des humains, des animaux, des plantes et de l'environnement ; avec des arthropodes comme point d'entrée afin d'aider à soulager la pauvreté et assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour les petits exploitants agricoles en Afrique.

L'ICIPE se concentre sur le contrôle écologique et durable des ravageurs et est actuellement engagé dans 30 pays africains.



L'ICIPE possède des partenariats avec de nombreuses universités et organismes de recherche en Afrique, en Asie, en Europe et en Amérique du Nord.

Nous accueillons également des étudiants au cours de leurs études. Nos projets de recherche sont bien pensés, bien conçus et exécutés de manière efficiente. Ce sont des projets auxquels nous conférons un caractère prioritaire très élevé et qui sont conçus pour répondre à des contraintes clé dans l'agriculture et la santé. Cela concerne, entre autres, la gestion parasitaire des mauvaises herbes «Striga» dans les céréales, la gestion des foreurs de tiges du maïs; la gestion de la mouche tsé-tsé au niveau des bétails, la lutte contre le paludisme, la protection de la santé des abeilles, etc. Tous ces éléments sont très importants pour la sécurité alimentaire, la santé humaine et l'environnement.

LATITUDE MONDE : Pensez-vous que le concept de développement durable est une réalité en Afrique?

Segenet KELEMU: Oui, je le pense. L'Afrique possède environ 60% du total des terres arables; l'Afrique possède d'énormes ressources naturelles et des ressources humaines d'une qualité certaine. Le continent présente de nombreux aspects positifs et doit créer un environnement politique favorable à l'investissement humain (éducation, renforcement des capacités et maintien de ces capacités), infrastructurel, scientifique et technologique.

LATITUDE MONDE : Les sociétés privées soutiennent-elles les activités de l'ICIPE?

Segenet KELEMU : Nous travaillons en partenariat avec le secteur privé afin d'atteindre nos bénéficiaires cibles. Par exemple, un certain nombre de bio-pes-

ticides de l'ICIPE ont été commercialisés à travers des partenariats avec le secteur privé. Nous allons continuer à développer nos partenariats avec le secteur privé.

LATITUDE MONDE : Pour finir, avez-vous un message à transmettre à nos lecteurs?

Segenet KELEMU : A l'échelle de la planète, l'Afrique a généreusement fait don de ses ressources naturelles essentielles pour le secteur agricole mais aussi médical. L'Afrique possède de vastes ressources naturelles, allant des métaux aux pierres précieuses, des plantes, animaux et de la diversité génétique microbienne. Au fil des générations, l'Afrique a grandement contribué à l'agriculture dans le monde, y compris au niveau des cultures importantes.

Le continent a également apporté d'importantes contributions au reste du monde en fournissant des sources uniques à la résistance aux maladies et ravageurs de cultures et d'animaux. Il a également fourni au monde des plantes médicinales précieuses. Le continent a la capacité de s'auto nourrir tout en ayant le potentiel pour devenir un fournisseur de nourriture à l'échelle mondiale.

Ce vaste don en ressources naturelles fait donc du continent africain un ciel riche d'innovations scientifiques et technologiques, de découvertes et de percées majeures pouvant apporter à l'échelle mondiale, un spectre large de solutions à certaines problématiques agricoles, médicales et environnementales.

Par ailleurs, des politiques progressistes et efficaces qui traitent des questions foncières, de l'inégalité des sexes, de l'éducation et l'accès aux intrants agricoles, sont fondamentales pour un développement durable solide.

Soutenir les Agriculteurs pour un Développement Durable : Le rôle des Entreprises

Depuis la nuit des temps, l'Agriculture a toujours été une entreprise sociale productive de biens aux fins de nourrir et soigner les membres de la communauté.

Avec le temps, ce domaine ainsi que ses acteurs ont connu une évolution qui a conduit à une désagrégation des rôles avec différents types d'agricultures ainsi que différents types d'Agriculteurs.

Aujourd'hui, du fait du développement technologique, les agricultures modernes concernent de larges espaces qui produisent de larges volumes et des qualités variées de produits pour les transactions commerciales à l'intérieur et à l'extérieur des pays ; tandis que l'agriculture familiale reste essentiellement pourvoyeuse de produits pour une consommation locale, parfois de subsistance.

Selon les statistiques de la FAO, cette dernière occupe plus de 60% de la population en Afrique et couvre près de 70% des productions agricoles nécessaires pour l'alimentation de la population de ce continent.

En cette Année Internationale de l'Agriculture Familiale adoptée par les Nations Unies, la question des liens entre ces deux types d'Agricultures est importante à aborder dans la perspective d'une agriculture durable. Plus spécifiquement, il est important de réfléchir sur le pourquoi et comment les Entreprises peuvent tirer des bénéfices durables et socialement acceptables en soutenant les petits producteurs.

Consolider la communauté de pratiques entrepreneuriales

Il n'est certainement pas courant de percevoir les petits Agriculteurs comme des entrepreneurs. Cela compte tenu de l'échelle de leurs activités, du niveau de bénéfices qu'ils en tirent et de l'absence de données fiables concernant le poids de leurs investissements dans le développement du secteur agricole. Pourtant, les petits Agriculteurs et l'agriculture familiale sont les premiers investisseurs dans le domaine l'Agriculture dans ses divers volets. Ils investissent leurs énergies, les ressources dont ils disposent et utilisent leur savoir pour exploiter les ressources naturelles disponibles afin de produire des biens diversifiés au service de la société. Ce sont des agents actifs du secteur privé dit « informel » qui autant que possible, tirent des bénéfices alimentaires, nutritionnels, culturels et de plus en plus économiques et monétaires de leurs activités.

Ils font partie de la grande famille du secteur privé qui a comme moteurs les entreprises du monde rural et du secteur économique d'un pays donné.

Dans le monde des affaires d'aujourd'hui, le continuum Agriculture familiale – Agriculture de marché est un impératif pour assurer la durabilité des agroécosystèmes et le développement d'une croissance inclusive. Le devoir de solidarité dans l'entrepreneuriat pour le développement du secteur rural est important pour le développement de l'agriculture de demain.

Il permettra de valoriser au maximum les atouts de l'agriculture familiale tout en utilisant le potentiel de l'agriculture moderne.

Le partenariat avec les Agriculteurs

Le système des « outgrowers » est un des succès marquants du partenariat entre ces deux types d'agriculture. Il est très illustratif de la nécessité pour les entreprises du futur de soutenir les petits producteurs. Ce système mis en place par de nombreuses entreprises dans le monde du cacao, de l'huile de palme, du café (etc.), dans différents pays (Ethiopie, Kenya, Ghana, Rwanda, etc.), permet d'augmenter les volumes et la qualité des productions afin de rentabiliser les coûts d'investissements et de fonctionnement des usines.

C'est une organisation de la petite production autour de grandes entreprises agricoles dans le cadre d'un partenariat permettant le transfert de technologies et de bonnes pratiques agricoles. Les semences et /ou plants améliorés, les engrais, le calendrier cultural ainsi que les méthodes de gestion post récoltes sont ainsi transférés des fermes modernes vers les champs des paysans et les petits domaines forestiers. Ce système est inclusif par nature et permet aux populations environnantes de bénéficier des progrès techniques et d'avoir plus facilement accès au marché pour une amélioration substantielle de leurs revenus.

“ *Le soutien à apporter aux Agriculteurs est générateur de plusieurs bénéfices économiques, sociaux et culturels. Il permet l'enracinement de l'Entreprise dans la vie de la communauté.* ”

Il constitue un moteur pour le développement d'une dynamique agricole dans lequel les Agriculteurs et leurs familles trouvent un intérêt, certains de l'amélioration de leurs conditions de vies. Lorsque les principes d'équité et de bonne gouvernance sont respectés, ce système garantit relativement un environnement social propice au développement de l'économie des Entreprises avisées.

La nouvelle génération de « outgrowers systems » devrait prendre plus grandement en compte la durabilité en accordant une attention particulière aux aspects relatifs à l'équité, la transparence et la participation active des Agriculteurs et petits producteurs dans la définition des objectifs et l'amélioration des systèmes agricoles, forestiers, d'élevage et de pêches.

Elle devra assurer l'intégration des connaissances locales et des pratiques traditionnelles avérées. Cette prise en compte du « Savoir du terroir » pourrait déboucher sur des appellations d'origine contrôlée, des labels de qualité et des produits uniques avec un avenir de marché certain. Les exemples des vins, fromages, champagne, volaille, saumon et truffes de terroirs sont nombreux sous d'autres cieux. Dans le cas de l'Afrique, les labels naissants, enracinés dans les connaissances séculaires des Agriculteurs, sont un potentiel énorme pour le commerce international au niveau des pays, pour la rentabilité des entreprises du futur.

Elargir le marché de l'Agriculture

Le marché de l'Agriculture est par nature très variable et sujet aux nécessités d'adaptation aux besoins de la société et des changements de l'environnement. Ses acteurs tout au long des multiples chaînes de valeurs, jouent des rôles diverses mais combien complémentaires. L'investissement conjoint des petits producteurs et des Entreprises peut générer un potentiel énorme avec un impact économique et social au bénéfice de la qualité et de la stabilité des affaires économiques.

Lorsqu'une Entreprise investit avec une claire orientation stratégique dans le développement des capacités productives des Agriculteurs, elle les considère comme clients et/ou consommateurs. Clients par exemple pour l'acquisition d'équipements et d'intrants afin d'accroître leur production en passant de l'activité pénible avec des outils aratoires manuels produisant une agriculture de subsistance, à des travaux avec des outils modernes ou semi modernes pour une agriculture garantissant des revenus améliorés et substantiels. L'élargissement de leur pouvoir d'achat les conduisant en retour à être des consommateurs de produits et services de l'économie de marché.

Le soutien au monde paysan en améliorant leurs revenus et en les sortant de la pauvreté ouvre des portes pour la conservation et la gestion durable des biodiversités animales et végétales compris, qui peuvent être des réservoirs de remèdes pour garantir la santé des communautés de demain. Par exemple, la promotion des espèces sous utilisées dans l'alimentation, l'exploitation sur la base des normes internationales acceptées et avec équité des ressources de la faune à des fins alimentaires et pharmaceutiques, le développement de « l'économie bleue », de « l'économie verte » en utilisant des potentiels jusque la méconnus et dont les agriculteurs peuvent être des dépositaires de savoir, sont autant d'avantages pour les Entreprises responsables du devenir de l'Humanité.

Le partenariat Agriculteurs – Entreprise basé sur des valeurs de prospérité inclusive et de préoccupation permanente de la durabilité des systèmes est un pont pour l'Avenir de l'agriculture qui est le moteur d'un développement soutenu du continent.

Le soutien à apporter aux Agriculteurs est générateur de plusieurs bénéfices économiques, sociaux et culturels. Il permet l'enracinement de l'Entreprise dans la vie de la communauté. Il est une opportunité non seulement d'investir pour l'élargissement des capacités productives des Agriculteurs mais aussi pour l'accroissement de leurs capacités de consommation de biens, d'équipements agricoles et domestiques, d'intrants et de services bancaires au bénéfice de l'ensemble de l'économie de marché.

Soutenir les Agriculteurs est au-delà du devoir de solidarité pour garantir la sécurité alimentaire, un investissement pour l'Avenir.

DR LAMOURDIA THIOMBIANO

Représentant Regional Adjoint de la FAO pour l'Afrique





Rooted in the Indian Ocean
to explore the plants of tomorrow

Influence du changement climatique sur l'environnement économique des entreprises et apport des auditeurs externes

Les effets du changement climatique ont un impact sur chacun d'entre nous à différents niveaux. Cela est également vrai pour les entreprises. Compte tenu de la proportion préoccupante que prennent les émissions des gaz à effets de serres et leurs conséquences sur les changements climatiques, les Etats, via des sommets internationaux (Kyoto) au cours des dernières décennies ont pris des engagements fermes pour la réduction des gaz à effets de serres.

Qu'est ce qui a changé ?

Certains pays développés tels que le Canada sont même allés jusqu'à légiférer en 2007 en chiffrant les objectifs de diminu-

tion de pollution dans leur Loi.

Le fait de promulguer une nouvelle loi engendre une contrainte supplémentaire pour les contribuables. Le but de ces lois en général est de conférer un « prix » aux gaz à effets de serres. Les Etats veulent savoir combien ça coûte et ce que ça peut leur rapporter.

La réduction des gaz à effets de serres a une implication forte sur les entreprises industrielles, les poussant à revoir, voir repenser, le processus de production. Il existe pour les entreprises deux façons d'aborder la question : S'adapter ou Mitiger les risques.

Le fait de mitiger les risques implique tout d'abord la mesure

“ *La réduction des gaz à effets de serres a une implication forte sur les entreprises industrielles, les poussant à revoir, voir repenser, le processus de production...* ”



des gaz à effets de serres émis de manière effective par la société en vue de les réduire et en y incluant la chaîne de production – c'est-à-dire sous-traitant, produits et services.

Les méthodes de mesure sont généralement reconnues.

Ainsi, dans cette optique, les experts comptables peuvent être amenés à valider les rapports de gaz à effets de serres transmis aux autorités publiques et Gouvernements.

Cela implique que les experts comptables utiliseront leurs normes d'audit afin de revoir et de valider lesdits rapports et d'obtenir le degré d'assurance nécessaire pour l'émission de leurs rapports.

S'adapter par contre signifie prendre des actions immédiates en vue de diminuer l'impact sur l'environnement via les gaz à effets de serres. Cela implique la capacité d'avoir une connaissance optimale de l'impact de ses activités sur l'environnement de façon globale et non pas seulement les gaz à effets de serres.

Le défi des entreprises face au changement climatique

Quoiqu'il en soit, ces deux approches ont un impact aussi bien financier que sur la prise de décision des entreprises.

En effet, toutes les décisions prises en vue de mitiger les risques

ou de s'adapter auront un impact financier qui se reflètera d'une façon ou d'une autre dans les Etats Financiers des entreprises.

“ *En effet, la capacité qu'ils ont à mener à bien leur entreprise à travers les défis que posent l'adaptation aux contraintes des changements climatiques sera un indicateur clé de bonne gouvernance.* ”

La prise en compte de ces paramètres climatiques sera aussi désormais incluse dans le pilotage de la société, son développement et son rapport au management du risque.

Ainsi, pour ces sociétés exposées à ces nouvelles lois, de nouvelles problématiques vont naître telles que l'accès aux financements nationaux voire internationaux, des fusions et acquisitions plus complexes, les dépenses d'investissement plus élaborées, les notes aux Etats Financiers plus complètes et des rapports de gestion plus détaillés en terme de conformité à la réglementation sur les gaz à effets de serres.

La Responsabilité Sociale des Entreprises intervient en plein dans le débat de l'impact du changement climatique sur les entreprises.

En effet, il est bien évident que la problématique du changement climatique interpelle la conscience des dirigeants d'entreprise de même que leur leadership.

En effet, la capacité qu'ils ont à mener à bien leur entreprise à travers les défis que posent l'adaptation aux contraintes des changements climatiques sera un indicateur clé de bonne gouvernance.

En effet, la volonté de se conformer à une loi ou contrainte aussi « sociale » est tout à l'honneur des capitaines d'entreprises modernes et fait office de réel désir de modernité.

L'apport de l'auditeur externe

Le changement climatique est donc aussi une problématique financière et comptable à part entière. En effet, ces nouvelles dispositions obligent les sociétés à repenser leurs modèles économiques par rapport aux financements des projets. Et les informations transmises aux tiers doivent être revues de façon très minutieuse par les auditeurs externes.

Ils ont la responsabilité de s'assurer que le procédé de mesure et l'enregistrement des données de gaz à effet de serres est adéquat ; que les rapports financiers incluant les avantages et inconvénients sur les Etats Financiers soient justes et que les impacts sur la fiscalité soient également conformes.

Il apparaît donc que les gaz à effets de serres s'auditent donc comme toutes autres données financières. Même n'étant pas expert, l'auditeur utilisera donc les mêmes concepts que pour tout autres items des Etats Financiers à savoir la matérialité, la revue analytique, le niveau d'assurance.

Cela est d'autant plus critique que la comptabilisation des transactions liées aux gaz à effets de serres n'est pas figée. Elle varie selon les cadres légaux et les principes comptables applicables.

Que retenons-nous ?

Le changement climatique est donc une problématique réelle et effective pour les entreprises car ces dernières sont de plus en plus obligées de considérer son impact dans leur modèle économique. Cette considération est accrue lorsqu'un cadre légal a été mis en place pour le réguler.

Dans cette nouvelle donne, l'auditeur externe peut jouer un rôle important aussi bien dans l'évaluation des procédés de mesure des gaz à effets de serres mais également dans l'implication comptable de ces derniers. Il est fondamental que l'auditeur externe accompagne les entreprises quant à la qualité des informations financières produites aussi bien dans les Etats Financiers que dans les rapports de gestion transmis aux administrateurs.

STEEVE ZENG ONDO,
Expert Financier



COOPERATION UE-GABON - 11ème FED Signature du programme indicatif national (PIN) pour la période 2014-2020



L'Union européenne et le Gabon ont cosigné le PIN au titre du 11ème Fonds européen de développement pour la période 2014-2020. Outre le Ministre gabonais de l'Economie et de la Prospective, Christophe Akagha Mba, 15 autres ministres représentants de pays ACP ont également signé leurs PIN au cours de cette cérémonie. Le Commissaire en charge du développement, Andris PIEBALGS, a signé les PIN pour la partie UE.

L'Union européenne mettra à disposition du Gabon pour 2014-2020, un montant de 13 millions d'euros qui sera entièrement consacrée à la promotion de l'emploi via la formation professionnelle. En parallèle, les préparatifs du programme du 11ème FED Gabon ont débuté, définissant la stratégie et les priorités de l'aide de l'UE.

Ces préparatifs ont lieu en étroite collaboration avec tous les partenaires afin que ceux-ci soutiennent effectivement les priorités nationales dans les domaines où l'UE présente une valeur ajoutée.

Pour le 11ème FED, l'UE applique le critère de différenciation qui implique une concentration de l'aide au développement sur les pays les plus fragiles et économiquement moins avancés. Le Gabon étant un pays à revenu intermédiaire supérieur, selon le classement de la Banque mondiale, il fait partie des pays dont les enveloppes ont diminué par rapport au 10ème FED. Le Gabon repose fortement sur l'industrie pétrolière qui représente 45% du PIB, 75% des exportations et plus de 60% des recettes de l'Etat. Or des efforts sont en cours pour diversifier son économie, pour le rendre moins exposé aux fluctuations sur le marché mondiale.

Qu'est-ce qu'un programme indicatif national?

Les programmes indicatifs nationaux (PIN) représentent une étape importante dans la programmation de l'aide de l'UE au titre du Fonds européen de développement (FED). Les États membres de l'UE ont décidé en 2013 du montant global de la coopération au développement qui sera alloué aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique au titre du 11e FED au cours de la prochaine période de financement 2014-2020 (montant total: 29,1 milliards d'euros).

Les programmes indicatifs nationaux sont fondés sur les politiques et stratégies des pays bénéficiaires qui reflètent leur plans de développement. Ils s'inscrivent dans la vision de l'UE pour l'avenir de la coopération au développement, le «programme pour le changement», qui plaide pour que les ressources soient ciblées là où elles sont les plus nécessaires et peuvent être les plus efficaces.

Le PIN Gabon 2014-2020 est disponible sur le site web de la Délégation de l'UE au Gabon à la page suivante: <http://eeas.europa.eu/development-cooperation/docs/national-indicative-programme-2014-2020/2014-2020-national-indicative-programme-gabon-fr.pdf>

VALORISER VOS ACTIONS SOCIÉTALES DANS LE 5^{ÈME} NUMÉRO DU MAGAZINE LATITUDE MONDE

ÊTRE SPONSOR DU MAGAZINE LATITUDE MONDE

ASSOCIER VOTRE IMAGE AU MAGAZINE LATITUDE MONDE

RECEVOIR DES CONSEILS D'EXPERTS EN RSE ET LOCAL CONTENT

CONTACTS:

Tel.: +241 04 18 96 72

E-mail: smbell@latitudemonde.com

Site web: www.latitudemonde.com

Le CALCULATEUR28, un outil d'aide à la planification familiale

Le phénomène des jeunes filles mères dans les milieux scolaires fait office d'handicap majeur pour une formation efficiente de ces dernières. Dans l'optique de lutter contre ce phénomène, Franck Indjendjet Gondjout a mené une recherche visant à résorber les problèmes liés à un mauvais calcul du cycle menstruel de la femme.

Lors de ses travaux, il a déterminé une corrélation entre un mauvais calcul du cycle menstruel et un ensemble de problèmes tels que les grossesses non désirées, les avortements, les infanticides, etc. Dans ce cadre, il a développé le Calculateur28 qui est un outil de calcul pour les cycles menstruels des femmes dits réguliers.

Présentation du CALCULATEUR28

Le CALCULATEUR28 est un outil de mesure qui détermine la date d'ovulation et celle d'arrivée des prochaines menstruations, la période d'ovulation sur la base de la date d'arrivée des dernières menstruations et de la durée du cycle.

Il comporte deux modèles d'utilité : le calendrier CAL28 et le logiciel LOG28. Ces derniers ont été développés pour répondre de façon plus large, aux attentes des populations citadines et rurales.

Le CAL28 est un calendrier linéaire qui s'étend sur deux mois consécutifs afin de pouvoir projeter les dates et les périodes importantes du cycle de la femme du mois à venir. Il est composé de rails qui entourent les dates sur lesquels des trains de différentes dimensions (en fonction de la durée du cycle dont il sera question pour l'utilisateur) coulisseront pour indiquer le jour d'ovulation, la date d'arrivée des prochaines menstruations et la période d'ovulation.

Le LOG28 est le modèle informatisé de CAL28. Il existe en version adaptable pour ordinateur et téléphone mobile de type smart phone. Il s'installe sur ces deux supports et offre les mêmes fonctions que le CAL28 avec comme élément supplémentaire, la gestion programmée d'alerte dans le souci de toujours prévenir ses utilisateurs des dates importantes du cycle de la femme.

L'utilisateur de LOG28 devra au préalable fournir des informations sur la durée du cycle, puis des éléments d'information relatifs à la date d'arrivée des dernières menstruations. Une fois ces données intégrées, le logiciel déterminera automa-

“ *Le CALCULATEUR28 est un outil de mesure qui détermine la date d'ovulation et celle d'arrivée des prochaines menstruations, la période d'ovulation sur la base de la date d'arrivée des dernières menstruations et de la durée du cycle.* ”

tiquement les dates d'ovulation et des prochaines menstruations ainsi que la période d'ovulation. Ensuite, il indiquera à son utilisateur les différentes options de programmation d'alerte.

Le CALCULATEUR28 est d'une utilité certaine pour la lutte contre les grossesses non désirées, les avortements et la gestion du planning familial. Ses deux modèles d'utilités peuvent être utilisés tant par les femmes que par les hommes soucieux de contrôler les naissances. Par ailleurs, les entreprises dont les politiques sociétales sont orientées vers les populations pourront renforcer leurs actions de sensibilisation avec le CALCULATEUR28.

PAUL-FRANCK INDJENDJET GONDJOUT,
Informaticien, Promoteur CALCULATEUR 28



Entreprise sociale, de la théorie à la pratique : Le cas de Station Energy®

Dans un contexte globalisé où l'accès à l'énergie revêt d'un caractère fondamental, 1,6 milliards de personnes n'ont pas accès à l'électricité dans le monde dont plus de 500 millions vivent en Afrique. Cela représente des centaines de milliers de villages où les populations dépensent jusqu'à 30% de leur budget pour des solutions énergétiques de mauvaises qualité et polluantes : des bougies, des piles et des lampes à pétrole.

L'accès à l'énergie est une composante essentielle du développement économique, social et politique. Il favorise le développement individuel via l'amélioration des conditions éducatives et sanitaires. Il permet le développement de l'activité économique par la mécanisation et la modernisation des communications. Il participe enfin à l'amélioration de l'environnement économique en permettant une intervention publique plus efficace et un meilleur respect de l'environnement avec l'introduction des énergies renouvelables.

Fondée en 2012, **Station Energy Services**, entreprise sociale, développe des solutions innovantes d'accès à l'énergie et aux services de base pour les zones isolées des pays d'Afrique subsaharienne. Elle est présente au Sénégal, en Côte d'Ivoire, aux Comores et au Burkina Faso et a développé dans 3 pays d'Afrique, des réseaux de distribution et de vente de systèmes solaires individuels dans les zones urbaines et urbaines. Le réseau est composé de 13 boutiques au Sénégal, 10 distributeurs en Côte d'Ivoire et vient d'être lancé au Burkina Faso depuis février 2014.

Le concept de Station Energy® propose d'améliorer les conditions de vie et l'accès aux services énergétiques basiques des populations rurales dans leur village. En particulier, elle permet aux plus pauvres d'accéder à une lumière de qualité et à des services de bases.

La Station Energy® est une boutique multiservice de proximité alimentée en électricité par des panneaux solaires qui propose des produits et services répondant aux besoins essentiels des populations locales non connectées au réseau électrique: énergie, communication, chaîne du froid et services de téléphonie mobile.

“ *L'accès à l'énergie permet le développement de l'activité économique par la mécanisation et la modernisation des communications. Il participe enfin à l'amélioration de l'environnement économique en permettant une intervention publique plus efficace et un meilleur respect de l'environnement avec l'introduction des énergies renouvelables ...* ”



Une franchise station Energy au Sénégal

Cette solution propose une solution radicalement innovante d'accès à l'énergie et aux services de bases pour les zones isolées des pays africains en s'inspirant du modèle d'une station-service essence et d'une épicerie africaine.

“ *Chaque Station Energy® franchisée constitue un centre de vie local, économiquement autonome, créatrice d'emplois qui commercialise des services à haute valeur ajoutée sociétale : location de batteries, vente de produits électriques, location d'espaces réfrigérés, mobile banking, etc...* ”

Chaque Station Energy® franchisée constitue un centre de vie local, économiquement autonome, créatrice d'emplois qui commercialise des services à haute valeur ajoutée sociétale : location de batteries, vente de produits électriques, location d'espaces réfrigérés, mobile banking, etc.

Le service de «location de batteries» permet d'alimenter de façon complètement décentralisée des foyers dispersés et de leur offrir un accès à une énergie de base jusqu'à 1000 bénéficiaires par station construite.

Le cybercafé, l'accès à Internet et les transferts d'argent permettent de connecter le village au reste du monde et de multiplier les opportunités économiques locales.

Enfin, la conservation réfrigérée améliore la chaîne du froid pour les denrées alimentaires et les conditions sanitaires du village.

Son concept simple, mais intégrant de nombreuses innovations, rend la Station Energy® attractive pour les investisseurs privés et institutionnels.

Ce modèle est basé sur l'entrepreneuriat local avec un système de franchise où l'entrepreneur apporte 20% du capital et le reste est financé par une solution de «leasing». Les défis en termes d'ingénierie financière sont encore nombreux, mais le modèle est très bien adapté au milieu rural africain dont des millions de personnes sont isolées des réseaux électriques.

Face aux multiples défis liés à l'accès à l'énergie, le Groupe ambitionne, d'ici les 5 prochaines années, de disposer de 300 Stations Energy, soit 250.000 bénéficiaires alimentés. L'objectif est de proposer une solution intégrée de développement économique grâce à l'énergie, la communication, la chaîne du froid et des services financiers. Ces piliers sont la base pour sortir la population de la pauvreté.

ALEXANDRE CASTEL
Président du Groupe Station Energy
www.station-energy.com



Installation de panneaux solaires



ADDAX PETROLEUM

Addax Petroleum est un leader international dans le secteur de l'exploration et la production (E&P) de gaz et de pétrole dont les actifs et les équipes sont repartis sur quatre continents. La stratégie de l'entreprise se concentre principalement en Afrique, Europe et au Moyen-Orient et fait partie intégrante du Groupe Sinopec depuis août 2009.

Addax Petroleum met en place une stratégie de croissance ambitieuse avec pour objectif la production de 500 000 b/j d'ici à 2015, celle de 2012 étant en moyenne de 168 645 b/j.

L'entreprise compte actuellement plus de 1100 collaborateurs actifs sur ses différents sites d'activité.

www.addaxpetroleum.com



AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT



CHINE



La Fondation s'engage...

... pour la santé, l'éducation et l'environnement

Son but premier est de soutenir les communautés défavorisées en renforçant leurs capacités et leur autonomie. À ces fins, la Fondation investit dans des projets sociaux en Afrique, au Moyen-Orient et en Chine.

Partenariats : la Fondation octroie des subventions aux organisations et institutions qui conçoivent, élaborent et conduisent des projets de développement durable.

www.addhopefoundation.org